

Informations du Guatemala

Septembre

3^e année, n° 141

Du 13 au 19 décembre 1985

POLITIQUE

Déclarations de Gaspar Ilom
Faillite financière de l'Etat

MOUVEMENT POPULAIRE

Le gouvernement définit la politique salariale
Hausse salariale refusée
Les travailleurs du secteur privé protestent
Refus des prix vertigineux
Annulation d'une manifestation

INSURRECTION

Occupation d'importants tronçons routiers
Attaque d'un poste de police
Attaque d'un détachement militaire

DROITS DE L'HOMME

Nouvelle vague de violence dans la capitale
Séquestration d'un universitaire
Séquestrations d'étudiants du secondaire
Intimidations envers des ouvriers
Assassinats et enlèvements massifs
Les troupes assassinent des femmes
L'occupation de l'université est condamnée au niveau international
Americas watch : "la situation est toujours grave"
Dénonciations des Hollandais

REFUGIES

Le Mexique se refuse à négocier



POLITIQUE

DECLARATIONS DE GASPAR ILOM

Le 18 septembre, lors du sixième anniversaire des opérations de l'ORPA, le Commandant en Chef de l'Organisation du Peuple en Armes, Gaspar Ilo, déclarait que les manifestations populaires qui se déroulent au Guatemala sont, outre des protestations revendicatrices, des indices de rejet du gouvernement militaire et du processus électoral.

Ilo ajoute que le gouvernement "civil" qui naîtra des élections sera soumis à l'armée et davantage engagé envers l'Administration Reagan. Ces paroles sont à mettre en relation avec la grave situation que connaît l'Amérique Centrale et avec l'action du Groupe de Contadora qui est "effectivement parvenu à éviter que n'éclate un violent affrontement" dans cette région.

Pour ce qui est du mouvement révolutionnaire, il affirme que cette étape peut se caractériser par une usure continuelle de l'armée et une dispute au sein de l'Initiative Militaire. Il ajoute que l'étape suivante sera de construire un grand mouvement national où, outre les secteurs populaires et révolutionnaires, pourraient également participer les secteurs moyens, des entreprises, démocratiques et progressistes.

FAILLITE FINANCIERE DE L'ETAT

Le 14 septembre, le Ministre des Finances Publiques, Armando Gonzalez Campo signalait que le gouvernement guatémaltèque est plongé dans une faillite financière et, a-t-il ajouté, l'augmentation des salaires annoncée par le gouvernement additionnée à la subvention aux transports signifieront quelques 150 millions de dollars qui seront financés en faisant marcher la planche à billets de la Banque Centrale, sans aucune couverture.

Gonzalez Campo, qui a qualifié la crise actuelle comme étant la pire des crises depuis 1920, souligne que l'inflation augmenterait pour atteindre des sommets jusqu'ici inconnus dans le pays et que la monnaie nationale, le quetzal, poursuivrait le chemin de la dévaluation.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE GOUVERNEMENT DEFINIT LA POLITIQUE SALARIALE

Le 13 septembre, le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, pour répondre aux demandes généralisées d'augmentations salariales entre 100 et 200 % a émis une "recommandation" au secteur des entreprises pour que la hausse des salaires ait lieu "dans les limites de leurs possibilités" et en adoptant une augmentation de 50 quetzales (12.50 dollars) pour les travailleurs du secteur public. Mejia Victores a déjà annoncé les prix plafonds qu'il faudra payer pour la viande, la farine et les céréales ainsi que pour les articles de nettoyage pour les maisons.

HAUSSES SALARIALES REFUSEES

Le 13 septembre, les travailleurs de l'Etat refusaient la hausse salariale décidée par le gouvernement, la jugeant insuffisante. Les travailleurs des ministères des Finances Publiques, des Centres hospitaliers, de la Banque de Guatemala et les enseignants du primaire et du secondaire ont décidé de poursuivre les grèves tournantes et la grève générale et, les travailleurs des télécommunications, de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale, parmi beaucoup d'autres, se sont joints à ces actions de pression.

Divers ministres du gouvernement ont fait savoir que si les grèves se poursuivaient dans les différents secteurs de l'Administration Publique, la militarisation de ces services serait envisagée.

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PRIVE PROTESTENT

La majorité des Organisations ouvrières du pays signalait, le 13 septembre, que le gouvernement ne voulait pas prendre la responsabilité de fixer de nouveaux salaires minimum en tenant compte de l'inflation (qui dépasse les 100%) dans le secteur privé.

Les travailleurs estiment que toute tentative d'augmentation des salaires aurait pour corollaire le licenciement immédiat des travailleurs. Ils ont précisé qu'ils poursuivraient leurs actions de pression jusqu'à obtenir gain de cause, c'est-à-dire un salaire juste.

REFUS DES PRIX VERTIGINEUX

Le 13 septembre, des organisations syndicales et populaires refusaient d'accepter les prix vertigineux atteints par 45 produits de consommation de base, établis la veille par le gouvernement, étant donné qu'ils avaient été fixés selon les augmentations imposées quelques jours auparavant par les chefs d'entreprises.

La Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala, CUSG, qui regroupe quelques 150 syndicats a fait savoir qu'ils "n'étaient pas d'accord avec cette liste de produits car ils estiment que les produits de première nécessité devraient être à la portée des revenus de la majorité des guatémaltèques".

ANNULATION D'UNE MANIFESTATION

La journée de protestations populaires qu'avait organisé l'association des étudiants universitaires et les organisations syndicales et qui devait se dérouler le 13 septembre, a été annulée devant les menaces gouvernementales de répression violente. Cette information a été divulguée par le porte-parole des étudiants.

La manifestation qui avait pour but de protester contre la politique salariale déficiente du régime, le coût trop élevé de la vie, l'attitude répressive des forces de sécurité et la mise en liberté des personnes arrêtées durant des manifestations antérieures, avait été approuvée par le Ministère de l'Intérieur mais, refusée par le Chef de l'Etat.

INSURRECTION

OCCUPATION D'IMPORTANTES TRONCONS ROUTIERS

Un communiqué rebelle du 17 septembre relatait que des unités insurrectionnelles de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- avaient occupé, le 14 septembre, un tronçon routier de la route la plus importante du pays, la panaméricaine, et qu'elles avaient réussi à rassembler plus de 1 000 personnes auprès desquelles elles ont manifesté leur appui comme mouvement révolutionnaire aux protestations populaires visant à obtenir de meilleurs salaires, et ayant pour but de mettre fin à la répression et au coût par trop élevé de la vie.

Selon cette même information, les insurgés ont bloqué le trafic, plusieurs minutes durant, et deux policiers qui se trouvaient dans un bus ont été fait prisonniers et remis en liberté par la suite.

Toujours d'après cette source, le 15 septembre, d'autres commandos de l'ORPA, ont occupé, pendant une heure, un tronçon de la route qui conduit de la ville de San Marcos aux municipalités de San Lorenzo et Tejtula et, ils ont également organisé une réunion de caractère politique avec les voyageurs et les habitants.

ATTAQUE D'UN POSTE DE POLICE

Jorge Alberto Gomez, Commandant du poste de police nationale de la citée Bethania, zone 7 de la capitale, a déclaré que le dit poste avait été attaqué par des insurgés, la nuit du 15 septembre.

Selon cette information officielle, deux grenades ont été lancées contre ce poste de police nationale.

ATTAQUE D'UN DETACHEMENT MILITAIRE

Un communiqué insurrectionnel, daté du 12 septembre signale que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes, ORPA, ont attaqué, le 11 septembre, le détachement militaire situé dans la propriété El Porvenir, dans le département occidental de San Marcos. Au cours de cette attaque, les insurgés ont fortement endommagé les installations militaires et ont occasionné de nombreuses pertes dans les rangs des troupes gouvernementales.

L'ORPA souligne que l'attaque a duré plus de 35 minutes et qu'ils ont utilisé des mortiers, des mitrailleuses et des fusils.

DROITS DE L'HOMME

NOUVELLE VAGUE DE VIOLENCE DANS LA CAPITALE

Un jeune homme, non identifié, a été la cible d'une fusillade, la nuit du 12 septem-

bre, provoquée par les forces de sécurité gouvernementales qui l'ont poursuivi sur la voie publique pour l'assassiner devant la maison où était veillé le corps de Mario Alfredo Hernandez Villanueva, assassiné le jour même et dans la même zone.

Le 13 septembre, on apprenait également l'enlèvement, dans la capitale guatémaltèque, d'Edgar Leonel Melendez et, l'on découvrait le cadavre, visiblement torturé, d'une personne non identifiée. En outre, une personne a trouvé la mort et deux autres ont été gravement blessées lorsque les passagers d'un véhicule, semblable à ceux utilisés par les forces spéciales de l'armée et de la police, ont ouvert le feu sur divers passants dans le marché de la capitale.

SEQUESTRATION D'UN UNIVERSITAIRE

Le 13 septembre, on apprenait que l'étudiant ingénieur Luis Fernando Roca était enlevé, le 9 septembre, par des hommes armés qui ont violé le domicile de l'étudiant et l'ont torturé en présence des membres de sa famille.

La mère de la victime, Rosa Elvira de la Roca a affirmé que 4 jours plus tard, les mêmes personnes revenaient pour perquisitionner, sans mandat, le domicile mentionné.

SEQUESTRATIONS D'ETUDIANTS DU SECONDAIRE

Le 11 septembre, dans la ville de Totonicapan, à l'ouest du pays, les étudiants du secondaire, Hugo Recinos Vasquez-Alvarez et Rudy Arnoldo Solis Mendez, respectivement âgés de 14 et 12 ans, ont été enlevés par des supposées forces de sécurité.

Les séquestrés, étudiants d'un Institut donnant des cours du soir, ont participé à certaines actions de solidarité avec les manifestations de protestation qui ont eu lieu dans la ville de Guatemala.

INTIMIDATIONS ENVERS DES OUVRIERS

Le dirigeant syndical, Julio Celso de León Morales, Dirigeant de la Démocratie-Chrétienne, ancien secrétaire de la Centrale Nationale des Travailleurs -CNT- et un des responsables de la Centrale Latino-Américaine des Travailleurs -CLAT-, a été enlevé le 11 septembre par des hommes armés pour être remis en liberté le lendemain.

Les secteurs ouvriers considèrent qu'il s'agit là d'un avertissement de la part du gouvernement pour freiner les demandes d'augmentation de salaires émanant des employés publics et privés.

ASSASSINATS ET ENLEVEMENT MASSIFS

Le 10 septembre, 4 paysans, parmi lesquels deux mineurs d'âge, ont été assassinés par des soldats, dans la municipalité de Rabinal, Baja Verapaz. Ce sont des habitants des mêmes lieux qui ont dénoncé les faits. Les victimes sont : Elias Sis, Alberto Sis, Ricardo Xitumul et José Jeronimo.

De même, des policiers en civil ont enlevé, le 11 septembre, les paysans Luis Rodriguez, Dionisio Vasquez et Aparicio Ruiz, dans la bourgade Tres Sabanas, de San Pedro Ayampuc, département de Guatemala. Les trois paysans ont été frappé et poussé violemment dans un véhicule non immatriculé, en présence de leurs proches et de leurs voisins.

LES TROUPES ASSASSINENT DES FEMMES

Le 13 septembre, deux femmes ont été assassinées dans des zones où l'armée effectue des opérations de contrôle, dans le département de San Marcos, à l'ouest du pays.

Le cadavre de Ana Maria Barrios Salic, 22 ans, a été retrouvé, le 12 septembre, criblé de balles dans la propriété El Porvenir, à San Marcos. Le même jour, le cadavre d'une femme, non identifiée, portant visiblement des signes de torture, a été repéré à Agua Tibia, dans le même département.

L'OCCUPATION DE L'UNIVERSITE EST CONDAMNEE AU NIVEAU INTERNATIONAL

Le Recteur Eduardo Meyer, a déclaré que 1 200 universités et 162 associations générales d'étudiants universitaires du monde entier avaient condamné l'armée et le gouvernement guatémaltèques pour l'occupation militaire de l'Université Nationale de San Carlos de Guatemala, le 3 septembre.

Meyer a ajouté que ces mêmes organisations avaient condamné le manque de respect manifesté aux Droits de l'Homme au Guatemala et les attentats incessants portés à

l'encontre des intellectuels par les forces armées gouvernementales.

AMERICAS WATCH : "LA SITUATION EST TOUJOURS GRAVE"

Le 16 septembre, l'Organisation humanitaire américaine Americas Watch faisait savoir que la situation des Droits de l'Homme demeurait critique au Guatemala où les assassinats et les enlèvements dans les campagnes continuent à se produire et où "les cadavres mutilés réapparaissent dans les rues de la capitale".

Dans un rapport publié à New York, Americas Watch indique qu'en dépit du fait que la situation des Droits de l'Homme durant le gouvernement du Général Mejia Victores n'est en rien plus favorable que celle qui avait prévalu lors du gouvernement de Rios Montt, l'Administration Reagan a décidé de "récompenser" le régime actuel en demandant au Congrès américain d'octroyer 10 millions 200 000 dollars d'aide militaire et plus de 77 millions d'aide économique pour 1986 et, cette administration a, en outre, l'intention de demander 5 millions supplémentaires aux fins de financer l'entraînement des policiers guatémaltèques.

DENONCIATIONS DES HOLLANDAIS

Le 13 septembre, un communiqué de presse publié au Guatemala, indiquait que des personnalités et des organisations humanitaires, religieuses, syndicales et politiques des Pays-Bas avaient exigé du gouvernement guatémaltèque qu'il respecte les Droits de l'Homme et qu'il réponde aux demandes du Groupe d'Appui Mutuel visant à éclaircir la situation de milliers de personnes détenues et disparues ainsi que d'indiquer leur lieu de détention.

Parmi les organisations qui ont participé à ce communiqué se trouvaient : Pax Christi, Le Conseil Catholique Hollandais des missions, l'Action OEcuménique Hollandaise, les Eglises Réformées de Hollande, le Groupe des Droits de l'Homme de Guatemala, la Commission humaniste des Droits de l'Homme, la Fédération des Syndicats Hollandais et le Parti Travailleuse Social-Démocrate.

REFUGIES

LE MEXIQUE SE REFUSE A NEGOCIER

Le 16 septembre, dans la ville de Tuxtla Gutierrez, au Mexique, le Sous-Secrétaire de l'Intérieur, Jorge Carrillo Olea, au cours de l'inauguration d'un programme destiné à améliorer les services fédéraux le long de la frontière sud, a déclaré que le Mexique se refusait à négocier avec le Guatemala le thème du rapatriement des 25 000 réfugiés guatémaltèques qui se trouvent à Chiapas, Campeche et Quintana Roo.

Le fonctionnaire mexicain a ajouté qu'il n'y avait aucun risque de sécurité au sud du pays et que la souveraineté nationale n'était nullement mise en danger. Il a précisé que les réfugiés guatémaltèques s'acheminaient vers l'auto-suffisance économique et, qu'ils s'intégraient de façon productive au pays.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX